

Modification de la structure du capital de Telenet et de sa politique de rémunération de l'actionnariat

L'information contenue dans le présent communiqué constitue de l'information réglementée telle que définie dans l'Arrêté Royal du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé. Communiqué publié dans le cadre de l'article 8, §1 de l'Arrêté Royal belge du 27 avril 2007 relatif aux offres publiques d'acquisition.

- ▶ **Décision de contracter €700 millions de dette additionnelle, sous le bénéfice de conditions de marché favorables;**
- ▶ **Lancement d'un rachat d'actions propres additionnel sous la forme d'une offre publique de rachat d'actions;**
- ▶ **Maintien de l'objectif d'un ratio de dette nette de 3,5-4,5 fois l'EBITDA annualisé, mais décision de se placer dans le haut de la fourchette;**
- ▶ **Rémunération future de l'actionnariat principalement par le biais de rachats d'actions;**
- ▶ **Pas d'acquisitions significatives dans le futur prévisible**

Malines, le 13 août 2012 – Aujourd'hui, Telenet Group Holding NV (« Telenet » ou la « Société ») (Euronext Brussels: TNET) annonce sa décision de modifier la structure de son capital et sa politique de rémunération de l'actionnariat. Telenet a l'intention d'augmenter le ratio rapportant la Dette Nette Totale à l'EBITDA annualisé à approximativement 4,5, ce qui représente le haut de son objectif de ratio de dette nette de 3,5-4,5.¹ Telenet a également l'intention de mettre en œuvre une politique de rémunération de l'actionnariat consistant principalement en acquisitions d'actions propres. Telenet est d'avis que l'ajustement à la structure de son capital, combinée à la nouvelle politique en matière de rémunération de l'actionnariat, permettra d'obtenir une structure de capital plus efficace. Telenet a pour objectif de mettre en œuvre cette nouvelle structure de capital avant la fin de l'année 2012. Dans ce contexte, Telenet propose de contracter jusqu'à €700 millions (ou son équivalent) de dette additionnelle dans le future proche, sous réserve de la capacité de Telenet de le faire à des conditions satisfaisantes, en profitant des conditions prévalant actuellement sur les marchés financiers de dette.

Rachat d'actions propres additionnel

Si Telenet parvient à lever le financement et sauf évènement négatif majeur affectant la situation financière ou les perspective de Telenet ou touchant les marchés financiers en général, Telenet lancera une acquisition d'actions propres par le biais d'une offre publique de rachat d'actions portant sur un nombre maximal de 20.673.043 millions d'actions, ou 18,20% du capital social² de Telenet, à un prix de €35,00 par action. Ce prix devra être ajusté à la baisse par le montant brut de toute distribution antérieure à la date de réalisation effective de l'offre publique (y compris, le montant de €3.25 par action devant être payé le 31 août 2012 conformément à la réduction de capital approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 25 avril 2012) avec effet à la date d'une telle distribution. Telenet utilisera les fonds recueillis par le biais de son financement pour financer cette acquisition d'actions propres. Cette acquisition d'actions propres sera réalisée dans le

¹ Le ratio de dette nette est calculé conformément à la définition incluse dans la convention de crédit de premier rang (« *Senior Credit Facility* »), en utilisant la dette nette totale, à l'exclusion des prêts d'actionnaires subordonnés, des éléments capitalisés d'endettement sous les indemnités de clientèle et annuités et tout autre prêt financier, divisée par l'EBITDA annualisé des deux derniers trimestres.

² Le nombre total d'actions émises par la Société incluant les actions propres actuellement détenues par la Société. Ces actions propres représentent 0,76% du nombre total des actions.

cadre de l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 29 mai 2009. Telenet proposera d'annuler les actions rachetées avec effet immédiat. Le « *Share Purchase Program 2012* » précédemment approuvé et annoncé le 16 février 2012, portant sur un montant maximum de €50 millions et mis en œuvre à hauteur de 91% de ce montant, a pris fin à cette date.

Binan Investments B.V. (une filiale à 100% de Liberty Global, Inc.) (« LGI »), l'actionnaire majoritaire de Telenet (50,04%) a informé Telenet que, si l'acquisition d'actions propres est effectuée, elle ne cédera pas ses actions, mais qu'elle réserve sa position en ce qui concerne de possibles futurs rachats d'actions propres de la Société. En conséquence, dans le cadre de l'acquisition d'actions propres envisagé, chaque actionnaire aura la possibilité de céder approximativement 37% de ses actions (sous réserve d'arrondissement), correspondant au ratio rapportant le nombre maximal d'actions à racheter (soit 20.673.043 millions d'actions) au nombre total d'actions existantes³ autres que celles détenues par LGI (soit 55.880.351 actions), mais pourra offrir de céder un nombre supérieur d'actions, auquel cas il pourra céder un nombre d'actions supplémentaires en proportion au nombre total d'actions qui n'auront pas été cédées.

Si le nombre maximal d'actions sont acquises et ensuite annulées, la participation de LGI dans Telenet passera de 50,04 % à 61,18% du capital social de Telenet⁴. Sur la base du cours actuel de l'action, la valeur de marché du flottant de Telenet⁵ serait de € 1.217 millions (dans l'hypothèse d'une participation de 100% à l'offre de rachat d'actions propres).

La Société a, sur la base de ses comptes statutaires, les fonds propres suffisants pour effectuer l'acquisition d'actions propres envisagée. L'augmentation du ratio de dette nette est justifiable au vu de la faculté constante du groupe de générer d'importants flux de trésorerie positifs, de la croissance prévue des revenus opérationnels futurs et de l'amélioration significative du profil de maturité de l'endettement financier du groupe.

Fondamentaux solides en vue de la création de valeur à long terme pour ses clients et actionnaires

Telenet n'a pas l'intention, dans un futur prévisible, de procéder à des acquisitions majeures, mais demeure engagée à développer ses activités et à maintenir sa position d'innovatrice de premier plan par le biais d'investissements continus en ses clients, son réseau fixe de pointe et son réseau mobile de base, lesquels peuvent, là où cela s'avérerait approprié, être complétés par des partenariats.

Telenet estime que son objectif d'offrir des produits compétitifs et innovants constitue le fondement de sa croissance future, et que la combinaison de flux de trésorerie disponibles importants et de l'objectif d'un ratio de Dette Nette Totale/EBIDTA de 3,5-4,5 permettra un rendement sur actions solide pour les actionnaires. Les opérations dont question ci-dessus soulignent l'engagement de Telenet envers la croissance à long terme de la valeur pour ses actionnaires, laquelle est soutenue par son profil commercial stable et équilibré.

Duco Sickinghe, CEO de Telenet: *“Telenet a décidé de profiter de ce qu'elle considère comme étant des conditions de marché favorables relatives à la levée de financements afin d'optimiser son bilan en vue du potentiel pour des retours sur action solides et continus. Nous resterons entièrement engagés envers notre stratégie de croissance continue combinée à la création de valeur pour nos clients, partenaires et nos actionnaires”.*

³ Le nombre total d'actions émises par la Société moins les actions propres actuellement détenues par la Société.

⁴ Le nombre total d'actions de la Société incluant les actions propres actuellement détenues par la Société. Si ces actions propres n'étaient pas prises en compte, la participation de LGI serait de 61,75%.

⁵ Nombre total d'actions de la Société en ne prenant pas en compte (i) la participation de LGI, (ii) les actions propres, et (iii) les actions cédées dans le cadre de l'offre d'acquisition sur actions propres.

Au sujet de l'offre publique de rachat

Si Telenet lance une offre publique de rachat, le paiement du prix de l'offre aux actionnaires vendeurs sera soumis aux retenues de précompte applicables. En ce qui concerne les actionnaires privés belges et les autres investisseurs belges ou étrangers qui ne peuvent bénéficier d'une exemption ou d'une réduction, le taux du précompte mobilier belge est de 21%. Un impôt additionnel de 4% sera dû sur la partie assimilée à un dividende (portant le taux total à 25%) si et dans la mesure où la personne physique résidente belge reçoit des intérêts et dividendes pour un montant excédant €20.020 au cours de la période imposable.

L'acquisition d'actions propres envisagée prendra la forme d'une offre publique de rachat d'actions réalisée conformément à la Loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition et à l'Arrêté Royal du 27 avril 2007 relatif aux offres publiques d'acquisition (l'« Arrêté Royal »). Telenet a pour objectif faire la notification de l'offre, en ce compris le dépôt des documents requis, y compris le prospectus d'offre, auprès de l'Autorité des Services et Marchés Financiers belge dans le courant du mois de septembre 2012. Comme requis par l'Arrêté Royal, le prospectus inclura un rapport établi par NM Rothschild & Sons, l'expert indépendant nommé par les administrateurs indépendants de Telenet. L'offre publique de rachat envisagée sera soumise à la condition que le prix de l'offre ne s'écarte pas de plus de 20% de la moyenne des cours de clôture de l'action Telenet au cours des 30 jours précédant la date d'acquisition des actions, et ce, conformément à l'autorisation donné le 29 mai 2009 par l'assemblée générale de Telenet. L'offre publique de rachat envisagée sera également soumise à la condition de l'absence d'événement négatif majeur affectant la situation financière ou les perspectives de Telenet ou touchant les marchés financiers en général. Au cas où Telenet ne serait pas en mesure d'obtenir de financement par la dette à des conditions satisfaisantes ou en cas de survenance d'un événement négatif majeur de la nature décrite ci-dessus avant la notification de l'offre, Telenet pourrait décider de ne pas procéder à l'offre publique d'acquisition de rachat d'actions, auquel cas Telenet publierait un communiqué à cet égard. Les événements négatifs majeurs incluent les développements réglementaires négatifs significatifs ou le résultat négatif de litiges importants.

Conférence téléphonique – Telenet tiendra une conférence téléphonique pour les investisseurs institutionnels et les analystes le 13 août 2012 à 8 heures 30 (CET). Pour le numéro à former, les liens webcast et une « slide presentation » pour analystes et investisseurs, merci de vous rendre sur: <http://investors.telenet.be>

Contacts

Investor Relations &
Corporate Communication: Vincent Bruyneel – vincent.bruyneel@staff.telenet.be – Téléphone: +32 15 335 696
Investor Relations: Rob Goyens – rob.goyens@staff.telenet.be – Téléphone: +32 15 333 054
Press & Media Relations: Evelyne Nieuwland – evelyne.nieuwland@staff.telenet.be – Téléphone: +32 15 33 55 44

À propos de Telenet - Telenet est un fournisseur de premier plan de services médias et télécoms. Telenet se spécialise dans la fourniture de la télévision par câble, de l'Internet à grande vitesse et de services de téléphonie fixe et mobile, principalement à destination de clients résidentiels en Flandre et à Bruxelles. Sous la marque « Telenet for Business », Telenet fournit en outre des services à des entreprises implantées partout en Belgique. Telenet est cotée sur Euronext Brussels sous le symbole TNET et fait partie du BEL20.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre publique d'acquisition ou de rachat des titres de Telenet ou de sociétés qui lui sont liées ou une invitation adressée à qui que ce soit où que cette personne trouve. Si Telenet décide de lancer une offre publique d'acquisition ou de rachat sur les titres de Telenet, cette offre ne sera faite, et pourra être faite que, sur la base d'un prospectus approuvé par la FSMA. Aucune action n'a été effectuée afin de rendre possible une offre publique dans un quelconque Etat et aucune action ne sera prise avant la décision de Telenet de procéder à une offre publique. Ni ce communiqué ni aucune information relative aux sujets qui y sont traités ne peuvent être fournis dans un Etat où un enregistrement, agrément ou toute autre obligation est en vigueur ou le serait au vu du contenu de ce communiqué. Toute violation de ces restrictions pourrait constituer une violation des lois et autres réglementations financières dans de tels Etats. Telenet et ses sociétés liées déclinent expressément toute responsabilité pouvant résulter d'une violation de ces restrictions par toute personne quelconque.

Déclaration de « Safe Harbour » au titre du « US Private Securities Litigation Reform Act » de 1995 - Certaines déclarations incluses dans ce communiqué constituent des prévisions au titre de la US Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Des mots ou expressions tels que « croire », « s'attendre », « devoir », « avoir l'intention de », « projeter », « faire dans le futur », « s'attendre », « estimations », « projets », « positionné », « stratégie » et expressions similaires identifient ces prévisions relatives à nos perspectives financières et opérationnelles, notre politique en matière de distribution de dividendes et de nos projets de croissance future, qui sont sujets à certains risques connus et inconnus, incertitudes et autres facteurs qui peuvent avoir pour effet que nos résultats, performance, accomplissements ou industrie réels soient significativement différents des résultats envisagés, projetés, prévus, estimés ou contenus dans les budgets, que ceux-ci soient implicites ou explicites. Ces facteurs comprennent de possibles développements préjudiciables affectant nos liquidités ou résultats opérationnels ; des événements préjudiciables de nature concurrentielle, économiques ou réglementaires ; des paiements substantiels au titre de notre dette et autres obligations contractuelles ; notre aptitude à financer et exécuter notre plan d'affaires ; l'aptitude à générer des liquidités en suffisance afin de procéder aux paiements au titre de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêts et des devises ; l'impact de nouvelles opportunités commerciales nécessitant des investissements préalables significatifs ; notre aptitude à attirer de nouveaux clients et à retenir les clients existants et d'accroître notre pénétration existante du marché ; notre aptitude à concurrencer d'autres sociétés de communications ou de distribution de contenu ; notre aptitude à garder les contrats qui sont indispensables à nos opérations ; notre aptitude à répondre adéquatement aux avancées technologiques ; notre aptitude à développer et maintenir des sauvegardes de nos systèmes ; notre aptitude à continuer à développer des réseaux, installer des « facilities », obtenir et garder tous agréments et approbations gouvernementales et financer la construction et le développement dans les temps prévus, à un coût raisonnable et à des conditions satisfaisantes ; notre aptitude à pouvoir influencer ou répondre de façon efficace à de nouvelles lois ou réglementations, notre aptitude à procéder à des investissements créateurs de valeur et notre aptitude à maintenir ou augmenter les distributions aux actionnaires dans le futur. Nous ne sommes soumis à aucune obligation au titre de, et n'assumons aucune responsabilité quant à, la mise à jour des prévisions contenues dans ce communiqué afin de refléter les résultats réels obtenus, les modifications aux postulats ou aux facteurs relatifs à ces prévisions.

En ce qui concerne les investisseurs potentiels au Royaume-Uni, aucune entité autorisée par la Financial Services Authority n'a approuvé ce communiqué relatif à des titres pour l'application de la section 21 du Financial Services and Markets Act 2000. Ce communiqué est dispensé compte tenu du fait qu'il relève de l'article 69 (« Promotions of securities already admitted to certain markets ») de l'« Order 2005 » du Financial Services and Markets 2000 (Financial Promotion) (tel que modifié). Les performances du passé ne peuvent pas être considérées comme valant pour le futur. Si vous avez des doutes quand à l'investissement auquel ce communiqué se rattache, consultez une personne autorisée sous le Financial Services and Markets 2000 qui est spécialisée dans le conseil en investissement en actions et autres investissements dans ou liés à des sociétés.

Telenet wijzigt kapitaalstructuur en beleid inzake vergoeding van aandeelhouders

De bijgevoegde informatie is gereguleerde informatie zoals gedefinieerd in het Koninklijk Besluit van 14 november 2007 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt. Mededeling in het kader van artikel 8, §1 van het Koninklijk Besluit van 27 april 2007 op de openbare overnamebiedingen.

- ▶ **Aangaan van €700 miljoen bijkomende schuld, gebruik makend van gunstige schuldmarkten;**
- ▶ **Aankondiging van bijkomende verkrijging van eigen aandelen, aan de hand van een openbaar bod tot inkoop;**
- ▶ **Aangekondigde netto schuldgraad van 3,5 tot 4,5 keer EBITDA op jaarbasis wordt behouden maar verschuift naar bovineinde van de vork;**
- ▶ **Toekomstige vergoeding van aandeelhouders zal hoofdzakelijk uit verkrijging van eigen aandelen bestaan;**
- ▶ **Geen significante overnames gepland in de nabije toekomst.**

Mechelen, 13 augustus 2012 – Vandaag maakt Telenet Group Holding NV (“Telenet” of de “Vennootschap”) (Euronext Brussels: TNET) haar beslissing bekend om haar kapitaalstructuur te wijzigen en haar beleid aangaande de vergoeding van de aandeelhouders aan te passen. Telenet is van plan om in de toekomst haar schuldgraad, gemeten als verhouding tussen totale nettoschuld en EBITDA op jaarbasis te verhogen tot ongeveer 4,5 keer, wat neerkomt op het bovineinde van de eerder aangekondigde vork van 3,5 tot 4,5 keer¹. Telenet is ook van plan een beleid aangaande de vergoeding van aandeelhouders in te voeren dat voornamelijk uit de verkrijging van eigen aandelen zal bestaan. Telenet is ervan overtuigd dat een combinatie van de wijziging van de kapitaalstructuur en het aangepaste beleid aangaande de vergoeding van aandeelhouders tot een meer efficiënte balans zal leiden. Telenet streeft ernaar deze nieuwe kapitaalstructuur in te voeren voor het einde van 2012. In dit kader, voorziet Telenet om op korte termijn tot €700 miljoen (of een equivalent bedrag) bijkomende schuld aan te gaan, op voorwaarde dat Telenet erin slaagt de bijkomende schuld aan goede voorwaarden aan te gaan, gebruik makend van de huidige gunstige omstandigheden in de kredietmarkt.

Bijkomende verkrijging van eigen aandelen

Indien Telenet erin slaagt bijkomende schuldfinanciering aan te trekken, en voor zover er zich geen belangrijke ongunstige ontwikkelingen voordoen in de financiële situatie of de vooruitzichten van Telenet of in de financiële markten in het algemeen, zal Telenet eigen aandelen verkrijgen. Dit zal gebeuren aan de hand van een vrijwillig openbaar bod tot inkoop van eigen aandelen, voor een maximum van 20.673.043 aandelen, of 18,20% van het aandelenkapitaal² van Telenet, aan een prijs van €35,00 per aandeel. Deze prijs zal worden verminderd met het brutobedrag van alle eventuele uitkeringen voorafgaand aan de afsluiting van het openbaar bod tot inkoop (met inbegrip van de €3,25 per aandeel die op 31 augustus 2012 zal worden betaald als gevolg van de kapitaalvermindering die door de buitengewone algemene vergadering van 25 april 2012 werd goedgekeurd) met ingang op datum van dergelijke uitkering. Telenet zal de opbrengst van de vooropgestelde bijkomende schuldfinanciering gebruiken om de verkrijging van eigen aandelen te financieren. De verkrijging van eigen aandelen zal worden uitgevoerd op grond van de

¹ De schuldgraad wordt berekend volgens de definitie in Telenets Senior Credit Facility aan de hand van de totale nettoschuld, exclusief achtergestelde aandeelhoudersleningen, geactiveerde elementen van de schuld uit hoofde van clientèle- en annuïteitenvergoedingen en alle andere financiële leases, gedeeld door de EBITDA op jaarbasis van de laatste twee kwartalen.

² Totaal aantal door de Vennootschap uitgegeven aandelen, met inbegrip van de eigen aandelen die de Vennootschap momenteel bezit. Deze eigen aandelen vertegenwoordigen 0,76% van het totale aantal aandelen.

machtiging verleend door de buitengewone algemene vergadering van 29 mei 2009. Telenet zal voorstellen om de aldus ingekochte aandelen met onmiddellijke ingang te vernietigen. Het voorheen goedgekeurde Aandelen Inkoopprogramma 2012 van maximum 3 miljoen aandelen voor een maximum bedrag van €50 miljoen dat werd bekendgemaakt op 16 februari 2012, en dat tot op heden voor 91% van dat bedrag werd uitgevoerd, werd met ingang van 11 augustus beëindigd.

Binan Investments B.V. (een 100% dochteronderneming van Liberty Global, Inc.) ("LGI"), de meerderheidsaandeelhouder van Telenet (50,04%), heeft Telenet geïnformeerd dat, indien de voorgestelde verkrijging van eigen aandelen wordt uitgevoerd, zij geen aandelen zal verkopen in het openbaar bod tot inkoop. LGI behoudt zich wel voor om eventueel aandelen te verkopen in het kader van eventuele toekomstige verkrijgingen van eigen aandelen. Hieruit volgt dat elke aandeelhouder onder het voorgestelde bod tot inkoop van eigen aandelen gerechtigd is om ongeveer 37% van zijn of haar aandelen (onder voorbehoud van afronding) te verkopen. Dit is het aantal aandelen dat overeenstemt met de verhouding van het maximum aantal in te kopen aandelen (d.i. 20.673.043 aandelen) over het maximum aantal uitstaande aandelen³ dat niet in het bezit is van LGI (d.i. 55.880.351 aandelen). Een hoger aantal aandelen kan aangeboden worden, in welk geval hij of zij een bijkomend aantal aandelen zal kunnen verkopen in verhouding tot het totale aantal overblijvende aandelen dat niet werd verkocht.

Indien het maximum aantal aandelen wordt verkregen en vervolgens vernietigd, zou het belang van LGI in Telenet verhogen van 50,04% tot 61,18% van het aandelenkapitaal van Telenet⁴. Aan de huidige marktprijs zou de marktwaarde van de vrij verhandelbare aandelen ("free float")⁵ van Telenet ongeveer €1.217 miljoen bedragen (opnieuw uitgaande van een volledige inschrijving op het bod tot inkoop van eigen aandelen).

De Vennootschap heeft wettelijk voldoende eigen vermogen om de beoogde inkoop van eigen aandelen uit te voeren. De verhoging van de schuldgraad is gerechtvaardigd in het licht van de blijvend sterke, positieve cash flows, de verwachte toekomstige groei van bedrijfskasstromen en de sterk verbeterde gemiddelde looptijd van de financiële schuld van de groep.

Sterke fundamenten om op lange termijn waarde te leveren aan klanten en aandeelhouders

Telenet is niet van plan in de nabije toekomst grote overnames te doen, maar blijft ernaar streven een duurzame groei van haar activiteiten te bewerkstelligen en haar positie als toonaangevend en innovatief bedrijf te behouden. Dit zal blijven gebeuren door verdere investeringen voor haar klanten en in haar vooruitstrevend vaste netwerk en in haar mobiele kernnetwerk, aangevuld met partnerships waar mogelijk.

Telenet is ervan overtuigd dat de aanhoudende focus op het aanbieden van innovatieve en concurrentiële producten de basis zal leggen voor toekomstige groei. Daarnaast zal de combinatie van een solide vrije kasstroom en de beoogde schuldgraad van 3,5 tot 4,5 keer totale nettoschuld ten opzichte van EBITDA duurzame uitkeringen aan aandeelhouders mogelijk maken. De aangekondigde transacties onderbouwen het engagement van Telenet om de aandeelhouderswaarde op lange termijn verder te verbeteren, hetwelk wordt mogelijk gemaakt door haar stabiele en evenwichtige bedrijfsprofiel.

Duco Sickinghe, CEO van Telenet: *"Telenet heeft besloten gebruik te maken van wat het denkt gunstige marktvoorwaarden voor schuldfinanciering te zijn om onze balans te optimaliseren en verder een duurzaam aandeelhoudersrendement te kunnen bieden. We zullen volledig toegewijd blijven aan onze strategie van blijvende groei en het creëren van waarde voor onze klanten, partners en aandeelhouders."*

³ Totaal aantal door de Vennootschap uitgegeven aandelen, verminderd met het aantal eigen aandelen dat de Vennootschap bezit.

⁴ Totaal aantal aandelen van de Vennootschap, met inbegrip van de eigen aandelen die de Vennootschap momenteel bezit. Indien de eigen aandelen niet werden meegerekend, zou het aandelenbezit van LGI verhogen tot 61,75%.

⁵ Totaal aantal aandelen van de Vennootschap zonder (i) LGI's aandelenbezit, (ii) eigen aandelen en (iii) aandelen overgedragen in het kader van het openbaar bod tot inkoop van eigen aandelen mee te rekenen.

Meer informatie over het openbaar bod tot inkoop van eigen aandelen

Indien Telenet een vrijwillig openbaar aanbod tot inkoop van eigen aandelen doet, zal de overnameprijs aan de aanbiederende aandeelhouders onderworpen zijn aan toepasselijke roerende voorheffing. Voor Belgische particuliere aandeelhouders en andere Belgische en buitenlandse investeerders die niet kunnen genieten van een vrijstelling of vermindering van roerende voorheffing, bedraagt de Belgische roerende voorheffing 21%. Voor Belgische particuliere aandeelhouders zal een bijkomende heffing van 4% verschuldigd zijn (wat het totale belastingtarief op 25% brengt), indien en in de mate dat deze aandeelhouder bepaalde interesten en dividenden ontvangt waarvan het totale bedrag hoger is dan €20.020 (voor aanslagjaar 2013) in het betreffende belastingjaar.

De voorgenomen verkrijging van eigen aandelen zal de vorm aannemen van een openbaar bod tot inkoop van eigen aandelen overeenkomstig de Wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen en het Koninklijk Besluit van 27 april 2007 op de openbare overnamebiedingen (het "Koninklijk Besluit"). Telenet stelt voorop de kennisgeving van het bod, samen met de vereiste documentatie, inclusief het prospectus, in te dienen bij de FSMA in de loop van september 2012. Zoals het Koninklijk Besluit vereist, zal het prospectus een waarderingsverslag bevatten opgesteld door N M Rothschild & Sons, de onafhankelijke deskundige benoemd door de onafhankelijke bestuurders van Telenet. Het voorgestelde openbare bod zal onderworpen zijn aan de voorwaarde dat de biedprijs niet meer dan 20% verschilt van de gemiddelde slotkoers van de Telenet aandelen zoals verhandeld op Euronext Brussels gedurende een periode van 30 kalenderdagen voorafgaand aan de verwerving van de ingekochte aandelen, overeenkomstig de machtiging door de algemene vergadering van Telenet van 29 mei 2009. Het voorgestelde openbare bod zal eveneens onderworpen zijn aan de voorwaarde dat er zich geen belangrijke ongunstige ontwikkelingen voordoen in de financiële situatie of de vooruitzichten van Telenet of in de financiële markten in het algemeen. Indien Telenet er niet in slaagt schuldfinanciering aan te trekken aan aanvaardbare voorwaarden of er zich een belangrijke ongunstige ontwikkeling zoals hiervoor beschreven voordoet vóór de kennisgeving van het openbaar bod tot inkoop bij de FSMA, houdt Telenet zich het recht voor te beslissen niet met het voorgestelde openbaar bod tot inkoop van eigen aandelen door te gaan, in welk geval hierover een bijkomende publieke mededeling zal worden gedaan. Dergelijk belangrijke ongunstige ontwikkelingen kunnen bestaan uit belangrijke ongunstige ontwikkelingen in de regelgeving of de ongunstige uitkomst van belangrijke geschillen.

Conference call – Telenet zal op 13 augustus 2012 om 8:30 uur (lokale tijd) een conference call houden voor institutionele beleggers en analisten. De inbelgegevens, webcastkoppelingen alsook een presentatie voor analisten en investeerders vindt u op: <http://investors.telenet.be>

Contacten

Investor Relations & Corporate Communication:	Vincent Bruyneel – vincent.bruyneel@staff.telenet.be – Tel: +32 15 335 696
Investor Relations:	Rob Goyens – rob.goyens@staff.telenet.be – Tel: +32 15 333 054
Press & Media Relations:	Evelyne Nieuwland – evelyne.nieuwland@staff.telenet.be – Tel: +32 15 33 55 44

Over Telenet – Telenet is een toonaangevende aanbieder van media- en telecommunicatiediensten. Haar activiteiten bestaan uit het aanbieden van kabel-tv, breedbandinternet, vaste telefonie en mobiele telefonie, hoofdzakelijk aan particuliere klanten in Vlaanderen en Brussel. Daarnaast biedt Telenet onder de merknaam Telenet for Business diensten aan zakelijke klanten in heel België. Telenet is genoteerd op Euronext Brussel onder het symbool TNET en maakt deel uit van de BEL20-beursindex.

Disclaimer

Dit persbericht is geen bod tot aankoop of inkoop van effecten van Telenet of een verzoek in verband daarmee door wie dan ook in enig rechtsgebied. Indien Telenet beslist om een bod uit te brengen om effecten van Telenet aan of in te kopen door middel van een openbaar bod, kan en zal zulk bod enkel gedaan worden op basis van een door de FSMA goedgekeurde prospectus. Er zijn geen stappen ondernomen om een openbaar bod mogelijk te maken in enig rechtsgebied, noch zullen zulke stappen worden ondernomen, vóór de beslissing van Telenet om door te gaan met een openbaar bod tot inkoop. Noch dit persbericht, noch enige andere informatie in verband met wat hierin vermeld wordt, mag verspreid worden in enig rechtsgebied waar een registratie-, kwalificatie- of enige andere verplichting van kracht is of zou zijn in verband met de inhoud hiervan of daarvan. Elke niet-naleving van deze beperkingen kan een overtreding inhouden van de financiële wetgeving of regelgeving in zulke rechtsgebieden. Telenet en haar verbonden vennootschappen wijzen uitdrukkelijk elke aansprakelijkheid af voor een overtreding van deze beperkingen door om het even welke persoon.

Safe Harbor Statement van de Amerikaanse *Private Securities Litigation Reform Act* van 1995 – Verschillende verklaringen in dit document zijn "*forward-looking statements*" (toekomstgerichte verklaringen) zoals die term is gedefinieerd in de Amerikaanse *Private Securities Litigation Reform Act* van 1995. Deze toekomstgerichte verklaringen met betrekking tot onze financiële en operationele vooruitzichten, ons dividendbeleid en onze groeiverwachtingen zijn te herkennen aan het gebruik van woorden als "denkt", "voorziet", "zou moeten", "is voornemens", "plant", "zal", "verwacht", "schat", "raamt", "positie", "strategie", en soortgelijke uitdrukkingen, en omvatten bekende en onbekende risico's, onzekerheden en andere factoren die ertoe kunnen leiden dat onze werkelijke resultaten, prestaties, verwezenlijkingen of sectorresultaten wezenlijk verschillen van die welke in deze toekomstgerichte verklaringen expliciet of impliciet worden verwacht, geraamd, voorspeld, geschat of gebudgetteerd. Deze factoren zijn onder meer: mogelijke ongunstige ontwikkelingen met betrekking tot onze liquiditeit of bedrijfsresultaten; mogelijke ongunstige ontwikkelingen op het gebied van de concurrentie, economie of regelgeving; onze aanzienlijke schuldaflossingen en andere contractuele verplichtingen; ons vermogen om ons businessplan te financieren en uit te voeren; ons vermogen om voldoende liquiditeit te genereren voor de aflossing van onze schulden; rente- en wisselkoersschommelingen; de impact van nieuwe zakelijke opportuniteiten die aanzienlijke voorafgaande investeringen vereisen; ons vermogen om klanten aan te trekken en te behouden en om onze globale marktpenetratie te vergroten; ons vermogen om met andere bedrijven in de communicatie- en contentdistributiesector te concurreren; ons vermogen om contracten te behouden die essentieel zijn voor onze activiteiten; ons vermogen om een adequaat antwoord te bieden op technologische ontwikkelingen; ons vermogen om een back-up te ontwikkelen en te onderhouden van onze kritieke systemen; ons vermogen om door te gaan met het ontwerpen van netwerken, plaatsen van installaties, verkrijgen en behouden van de vereiste vergunningen of goedkeuringen van de overheid, en het financieren van bouw en ontwikkeling, op een tijdige manier, tegen een redelijke kostprijs en onder bevredigende voorwaarden; ons vermogen om een impact te hebben of een doeltreffend antwoord te bieden op nieuwe of gewijzigde wet- of regelgeving, ons vermogen om waardetoevoegende investeringen te maken, en ons vermogen om de uitkeringen aan de aandeelhouders in de toekomst aan te houden of op te trekken. We verbinden ons er niet toe om de toekomstgerichte verklaringen in dit document te actualiseren teneinde de werkelijke resultaten, wijzigingen in veronderstellingen of veranderingen in factoren die deze verklaringen beïnvloeden te weerspiegelen.

Voor potentiële beleggers in het Verenigd Koninkrijk, deze mededeling betreffende effecten werd niet goedgekeurd door een door de *Financial Services Authority* gemachtigde entiteit voor doeleinden van sectie 21 van de *Financial Services and Markets Act 2000*. Deze mededeling is vrijgesteld omdat ze valt onder Artikel 69 (*Promotions of securities already admitted to certain markets*) van Order 2005 (zoals gewijzigd) van de *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)*. In het verleden behaalde resultaten kunnen niet worden ingeroepen als een garantie voor de toekomst. Indien u twijfelt over de investering waarmee deze mededeling verband houdt, dan wordt u aanbevolen advies in te winnen bij een persoon gemachtigd onder de *Financial Services and Markets Act 2000* die gespecialiseerd is in het adviseren betreffende het investeren in aandelen of andere investeringen in of verband houdende met vennootschappen.



Telenet to change capital structure and shareholder remuneration policy

The enclosed information constitutes regulated information as defined in the Royal Decree of 14 November 2007 regarding the duties of issuers of financial instruments which have been admitted for trading on a regulated market. Public announcement in the framework of Article 8, §1 of the Belgian Royal Decree dated April 27, 2007 on public takeovers.

- ▶ **Incurrence of €700 million of additional debt, benefiting from favorable credit market conditions;**
- ▶ **Launch of additional share buy-back through self-tender offer;**
- ▶ **Target net leverage of 3.5-4.5x Annualized EBITDA maintained, while moving to higher end of range;**
- ▶ **Future shareholder remuneration will consist mainly of share repurchases;**
- ▶ **No significant acquisitions in the foreseeable future.**

Mechelen, August 13, 2012 – Today, Telenet Group Holding NV (“Telenet” or the “Company”) (Euronext Brussels: TNET) announces its decision to modify its capital structure and adapt its shareholder remuneration policy. Going forward, Telenet intends to increase its Net Total Debt to Annualized EBITDA ratio to approximately 4.5x, which represents the higher end of the 3.5-4.5x net leverage target¹. Telenet also intends to implement a shareholder remuneration policy consisting mainly of share repurchases. Telenet believes that the combination of the adjustment to the capital structure and the revised shareholder remuneration will allow for a more efficient balance sheet. Telenet aims to implement this new capital structure before the end of 2012. In this framework, Telenet proposes to incur up to €700 million (or an amount equivalent thereto) of additional debt in the near term, subject to Telenet’s ability to arrange the additional debt on satisfactory terms, taking advantage of the current favorable credit market conditions.

Additional share buy-back

If Telenet is successful in raising additional debt financing, and absent any material adverse change in the financial situation or prospects of Telenet or in the financial markets in general, Telenet will initiate a share buy-back through a voluntary tender offer for a maximum of 20,673,043 shares, or 18.20% of the share capital² of Telenet, at a price of €35.00 per share. This price is to be adjusted downwards by the gross amount of any distributions prior to the closing of the tender offer (including the €3.25 per share to be paid on August 31, 2012 pursuant to the capital decrease approved by the extraordinary shareholders’ meeting on April 25, 2012) effective as of the date of any such distribution. Telenet will use the proceeds of any additional debt financing to fund this share buy-back. This share buy-back will be effected pursuant to the authorization granted by the shareholders’ meeting of May 29, 2009. Telenet will propose to annul the shares so repurchased with immediate effect. The previously approved Share Repurchase Program 2012 of up to 3 million shares for a maximum amount of €50 million announced on February 16, 2012, and which has been executed to date to the extent of 91% of such amount, has been terminated as of today.

¹ The net leverage ratio is calculated as per the Senior Credit Facility definition, using net total debt, excluding subordinated shareholder loans, capitalized elements of indebtedness under the clientele and annuity fees and any other finance leases, divided by last two quarters’ annualized EBITDA.

² Total number of shares issued by the Company including own shares currently held by the Company. These treasury shares represent 0.76% of the total number of shares.

Binan Investments B.V. (a wholly-owned subsidiary of Liberty Global, Inc.) (“LGI”), Telenet’s majority shareholder (50.04%), has informed Telenet that, if the proposed share buy-back is pursued, it will not tender any shares, but that it reserves its position concerning tendering in possible future repurchase programs of the Company. Accordingly, in the proposed share buy-back, every shareholder would be entitled to tender approximately 37% of his or her shares (subject to rounding), *i.e.*, the proportion corresponding to the ratio of the maximum number of shares to be redeemed (*i.e.*, 20,673,043 shares) over the maximum number of outstanding shares³ other than LGI’s (*i.e.*, 55,880,351 shares), but may tender a higher number of shares in which case he or she will be able to sell a further number of shares in proportion to the remaining pool of surplus shares not tendered.

If the maximum number of shares is tendered and subsequently cancelled, LGI’s shareholding in Telenet would increase from 50.04% to 61.18% of the share capital of Telenet⁴. At the current market price, the market value of Telenet’s free float⁵ would be approximately €1,217 million (again assuming full take-up of the share buy-back offer).

The Company has, on a statutory basis, sufficient own funds to effect the envisaged share buy-back. The increased leverage is fully sustainable in view of the steadily strong positive cash-flow generation, the projected future earnings growth and the significantly improved maturity profile of the group’s financial indebtedness.

Strong fundamentals to deliver long-term value for its customers and shareholders

Telenet is not pursuing any significant acquisitions in the foreseeable future, but remains committed to deliver solid business growth and to maintain its position as leading innovator through continued investments in its customers and its advanced fixed and core mobile network, to be complemented by partnerships where appropriate.

Telenet believes that its sustained focus on offering innovative and competitive products will lay the foundation for future growth, and that the combination of Telenet’s strong Free Cash Flow performance and leverage target of 3.5-4.5x Net Total Debt to EBITDA will allow for a solid shareholder return. The aforementioned operations underpin Telenet’s dedication to further enhance shareholder value on a long-term basis, supported by its stable and well-balanced business profile.

Duco Sickinghe, CEO of Telenet: *“Telenet has decided to take advantage of what it believes are favorable market terms for debt financing to optimize our balance sheet in view of the potential for continued solid shareholders returns. We will stay totally committed to our strategy of continued growth while providing value for our customers, partners and our shareholders”.*

About the self-tender offer

If Telenet initiates a voluntary tender offer, then payment of the tender offer price to tendering shareholders will be subject to applicable withholding taxes. For Belgian retail shareholders and other Belgian or foreign investors that cannot benefit from an exemption or reduction, the rate of the Belgian withholding tax is 21%. An additional 4% tax will be due on the ‘deemed’ dividend (bringing the total tax rate to 25%) if the Belgian resident natural person receives qualifying investment income (*i.e.*, qualifying interest and dividends) in an amount exceeding €20,020 in the relevant taxable year.

The envisaged share buy-back will take the form of a self-tender offer pursuant to the Law of April 1, 2007 on tender offers and the Royal Decree of April 27, 2007 on tender offers (the “Royal Decree”). Telenet aims to file the required documentation, including the bid prospectus, with the Belgian Financial Services

³ Total number of shares issued by the Company less own shares currently held by the Company.

⁴ Total number of shares of the Company including own shares currently held by the Company. If these treasury shares were not counted, LGI’s shareholding would increase to 61.75%.

⁵ Total number of shares of the Company not counting (i) LGI’s shareholding, (ii) treasury shares and (iii) shares tendered during the self-tender.

and Markets Authority in the course of September 2012. As is required by the Royal Decree, the prospectus will include a valuation report by N M Rothschild & Sons, the independent expert appointed by the independent directors of Telenet. The proposed tender offer will be subject to the condition that the bid price does not differ by more than 20% from the average of the closing prices of the Telenet shares during 30 days prior to the date of acquisition of the shares, in accordance with the May 29, 2009 authorization by Telenet's shareholders' meeting. The proposed tender offer will also be subject to the condition that no material adverse change occurs with respect to the financial situation or the prospects of Telenet or in the financial markets in general. If Telenet is unable to obtain debt financing on satisfactory terms or a material adverse change of the kind just described were to occur before launch of the offer, Telenet may decide not to proceed with the proposed self-tender offer, in which case Telenet would issue a further public announcement to that effect. Such material adverse changes may include material adverse regulatory developments or the adverse outcome of material litigations.

Conference call – Telenet will host a conference call for institutional investors and analysts on August 13, 2012 at 8.30 am CET. For dial-in details, webcast links as well as a slide presentation for analysts and investors, please visit: <http://investors.telenet.be>

Contacts

Investor Relations: Vincent Bruyneel – vincent.bruyneel@staff.telenet.be – Phone: +32 15 335 696
Rob Goyens – rob.goyens@staff.telenet.be – Phone: +32 15 333 054

Press & Media Relations: Vincent Bruyneel – vincent.bruyneel@staff.telenet.be – Phone: +32 15 335 696

About Telenet – Telenet is a leading provider of media and telecommunication services. Its business comprises the provision of cable television, high speed internet and fixed and mobile telephony services, primarily to residential customers in Flanders and Brussels. In addition, Telenet offers services to business customers across Belgium under the brand Telenet for Business. Telenet is listed on the Euronext Brussels Stock Exchange under the ticker symbol TNET and is part of the BEL20 stock market index.

Disclaimer

This press release does not constitute an offer to purchase securities of Telenet or its affiliates nor a solicitation by anyone in any jurisdiction in respect thereof. If Telenet decides to proceed with an offer to purchase Telenet securities through a public tender offer, such offer will and can only be made on the basis of an approved prospectus by the FSMA. No action has been taken to enable a public bid in any jurisdiction and no such steps shall be taken prior to Telenet's decision to proceed with a public tender offer. Neither this press release nor any other information in respect of the matters contained herein may be supplied in any jurisdiction where a registration, qualification or any other obligation is in force or would be with regard to the content hereof or thereof. Any failure to comply with these restrictions may constitute a violation of the financial laws and regulations in such jurisdictions. Telenet and its affiliates explicitly decline any liability for breach of these restrictions by any person.

Safe Harbor Statement under the U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995 – Various statements contained in this document constitute "forward-looking statements" as that term is defined under the U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Words like "believe," "anticipate," "should," "intend," "plan," "will," "expects," "estimates," "projects," "positioned," "strategy," and similar expressions identify these forward-looking statements related to our financial and operational outlook, dividend policy and future growth prospects, which involve known and unknown risks, uncertainties and other factors that may cause our actual results, performance or achievements or industry results to be materially different from those contemplated, projected, forecasted, estimated or budgeted whether expressed or implied, by these forward-looking statements. These factors include: potential adverse developments with respect to our liquidity or results of operations; potential adverse competitive, economic or regulatory developments; our significant debt payments and other contractual commitments; our ability to fund and execute our business plan; our ability to generate cash sufficient to service our debt; interest rate and currency exchange rate fluctuations; the impact of new business opportunities requiring significant up-front investments; our ability to attract and retain customers and increase our overall market penetration; our ability to compete against other communications and content distribution businesses; our ability to maintain contracts that are critical to our operations; our ability to respond adequately to technological developments; our ability to develop and maintain back-up for our critical systems; our ability to continue to design networks, install facilities, obtain and maintain any required governmental licenses or approvals and finance construction and development, in a timely manner at reasonable costs and on satisfactory terms and conditions; our ability to have an impact upon, or to respond effectively to, new or modified laws or regulations, our ability to make value-accretive investments, and our ability to sustain or increase shareholder distributions in future periods. We assume no obligation to update these forward-looking statements contained herein to reflect actual results, changes in assumptions or changes in factors affecting these statements.

For prospective investors in the United Kingdom, a Financial Services Authority authorized entity has not approved this communication relating to the securities for the purposes of section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000. This communication is exempt on the basis that it falls within Article 69 (Promotions of securities already admitted to certain markets) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (as amended). Past performance cannot be relied on as a guide to future performance. If you are in any doubt about the investment to which this communication relates, you should consult a person authorized under the Financial Services and Markets Act 2000 who specializes in advising on investing in shares or other investments in or related to corporations.